



17 avril 2020
Communiqué de presse

Covid-19 : le Parlement européen n'est pas à la hauteur de la situation.

Le Parlement européen était appelé ce jour à voter sur une résolution pour répondre à la crise du Covid-19. Avec le groupe de la Gauche unitaire européenne auquel elle appartient, la délégation de la France insoumise a proposé au débat de nombreux amendements pour une réponse européenne à la hauteur de la crise sanitaire.

Plusieurs de nos amendements visaient à garantir la protection des salariés face au danger sanitaire. Pour cela, nous avons proposé l'arrêt des secteurs non essentiels à la bataille sanitaire, la fourniture de matériels de protection aux salariés devant continuer à travailler et l'extension des dispositifs de chômage partiel aux travailleurs précaires, aux travailleurs des plate-formes ou aux travailleurs détachés. Nous avons également appelé à refuser toute utilisation de la crise sanitaire pour réduire les rémunérations des travailleurs ou les conditions de travail. Nous regrettons leur rejet par le Parlement européen et notamment l'opposition des eurodéputés de la République en Marche, d'EELV et des Républicains.

Nous avons également invité le Parlement européen à se prononcer sur le volet économique de la crise, largement ignorée par la résolution conjointe. Refusant que les plans de soutien d'aujourd'hui préparent l'austérité de demain, nous avons proposer d'exiger de la Banque centrale européenne d'acheter directement des titres de dettes des états membres afin de pouvoir organiser dans le temps leur annulation. C'est par exemple ce que vient de décider le Trésor britannique. Malheureusement, refusant de rompre avec les dogmes de l'orthodoxie budgétaire, le Parlement européen a rejeté ces amendements.

Enfin, nous avons soutenu l'amendement appelant à ce que la relance économique se fasse dans le respect des objectifs climatiques des accords de Paris. Nous dénonçons le rejet de cet amendement et notamment l'opposition des eurodéputés de la République en Marche qui prétendent le lundi agir pour une relance verte, mais votent le jeudi contre le respect des accords de Paris.

A la lumière de ces votes, la délégation de la France insoumise estime que la résolution soumise au vote du Parlement européen n'est pas à la hauteur de la situation exceptionnelle générée par la crise du Covid19. C'est pourquoi elle vote contre cette résolution.

